



Co-funded by the  
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET  
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)  
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



## RESDECS Policy briefs series

# Analyse croisée des dynamiques socio-politiques au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire

### Résumé exécutif

La sous-région ouest-africaine, particulièrement le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire, a connu en 2025 une intensification des tensions politiques préélectorales, caractérisée par une transition militaire fragile en Guinée, un climat crispé autour d'un quatrième mandat en Côte d'Ivoire, et des frustrations diffuses au Sénégal malgré une stabilité institutionnelle relative. Ces dynamiques s'articulent à des vulnérabilités sécuritaires transfrontalières, notamment les trafics de drogue et l'orpaillage clandestin, qui contribuent à l'essor de la criminalité organisée et à l'insécurité urbaine. Par ailleurs, les fragilités socio-économiques persistent, avec de fortes inégalités territoriales, un effondrement des services publics en Guinée, et un rôle ambivalent de la jeunesse oscillant entre les mobilisations citoyennes et les expositions aux violences basées sur le genre (VBG) ou au sous-emploi. La cohésion sociale se trouve fragilisée par des conflits communautaires récurrents, souvent liés à des enjeux fonciers ou à des tensions identitaires, tandis que des initiatives locales de résilience peinent à se structurer durablement. Cette analyse croisée met en évidence les tendances régionales convergentes telles la politisation des identités et la circulation des risques transnationaux, tout en soulignant des spécificités nationales. Elle formule des recommandations pour renforcer les mécanismes d'alerte précoce transfrontaliers, la gouvernance locale et l'inclusion des jeunes et des femmes afin de prévenir les dynamiques d'escalade conflictuelle en Afrique de l'ouest.

### Recommandations

- Renforcer les institutions électorales indépendantes par des audits internationaux et une formation accrue des agents, pour restaurer la crédibilité face aux contestations comme les invalidations des candidatures guinéennes.
- Assurer une transparence totale sur les enquêtes sensibles à Nzérékoré en Guinée, à Bakel au Sénégal et à Abidjan en Côte d'Ivoire via des rapports publics trimestriels.
- Rendre obligatoire la reddition annuelle des comptes dans toutes les collectivités, avec des sanctions dissuasives pour la corruption, afin de reconstruire la confiance citoyenne.
- Créer des comités communaux de médiation permanente dans toutes les zones à risque (Siguiri, Lakota, Kolda), dotés de budgets autonomes et formés à la gestion des conflits fonciers.
- Déployer des programmes nationaux d'éducation civique et numérique, ciblant 1 million de jeunes par pays, pour contrer les discours haineux et le cyber activisme violent sur les réseaux sociaux.
- Harmoniser les dispositifs transfrontaliers Sénégal-Guinée-Côte d'Ivoire via un pacte régional CEDEAO, incluant les bases de données partagées sur les réseaux criminels ;
- Former et équiper prioritairement les brigades rurales et les postes frontaliers (Kédougou, Lola, Bagoué) en logistiques sophistiquées de dernière génération (drones, véhicules etc.);
- Réguler l'orpaillage traditionnel par la traçabilité numérique des minerais et interdire définitivement le mercure importé, avec des sanctions extraterritoriales.

## Sommaire

<b>Introduction générale .....</b>	<b>3</b>
1. Contexte .....	3
2. Justification de la recherche .....	3
3. Objectifs de l'étude .....	4
4. Méthodologie.....	4
<b>I. Gouvernance politique, transitions et tensions préélectorales.....</b>	<b>6</b>
<b>II. Cohésion sociale, tensions communautaires et identités .....</b>	<b>7</b>
<b>III. Sécurité transfrontalière, criminalité et trafics.....</b>	<b>8</b>
<b>IV. Vulnérabilités structurelles : infrastructures, inégalités régionales et services publics</b>	<b>9</b>
<b>V. Jeunesse, violences sociales, violences basées sur le genre (VBG) et mobilisations citoyennes .....</b>	<b>10</b>
<b>VI. Réponses institutionnelles et initiatives positives.....</b>	<b>11</b>
<b>VII. Perspectives et recommandations .....</b>	<b>12</b>
1. Perspectives stratégiques et synthèse des dynamiques régionales .....	12
2. Recommandations transversales.....	12
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>13</b>

# Introduction générale

## 1. Contexte

La sous-région ouest-africaine traverse, depuis plusieurs années, de profondes mutations sociopolitiques, institutionnelles et sécuritaires. Celles-ci résultent d'une combinaison de facteurs, notamment une instabilité politique régionale caractérisée par des transitions militaires prolongées, des crises électorales récurrentes et des coups d'État répétés. À cela s'ajoutent une insécurité transfrontalière accrue dans les zones du Sahel et du bassin du fleuve Mano par sous l'effet des groupes armés et de trafics organisés, ainsi que des transformations climatiques qui accentuent les vulnérabilités pastorales et agricoles. Enfin, ces dynamiques se conjuguent avec des fragilités socio-économiques persistantes telles que le chômage massif des jeunes, les inégalités régionales marquées et la une pauvreté structurelle qui fragilisent durablement la cohésion sociale. Dans ce contexte mouvant et hautement volatil, le programme Recherche au Service de la Démocratie et de la Cohésion Sociale (RESDECS), mis en œuvre par le Gorée Institute avec l'appui de l'Union Européenne, a déployé un dispositif innovant d'alerte précoce couvrant trois pays stratégiques : le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire. Ce mécanisme vise à suivre en temps réel, les signaux faibles de tensions potentielles. Entre janvier et novembre 2025, il a permis la production de plusieurs policy briefs détaillés dans chacun des pays ciblés, documentant avec précision les incidents isolés, les tensions émergentes, au niveau local, régional et national, les réactions des autorités publiques, ainsi que les dynamiques locales de résilience portées par les communautés et la société civile. Ce rapport de synthèse comparative vise à croiser ces les résultats issus des analyses nationales, à identifier les tendances régionales convergentes qui transcendent les frontières, et à proposer une lecture comparative des vulnérabilités (telles que les faiblesses institutionnelles chroniques) et conjoncturelles (liées aux calendriers électoraux de 2025). Ces dynamiques constituent autant de facteurs à risque susceptibles d'affecter la cohésion sociale, la gouvernance démocratique inclusive et la paix durable dans la région.

## 2. Justification de la recherche

Cette synthèse comparative se justifie par un ensemble d'enjeux interconnectés et urgents qui transcendent les cadres nationaux. D'abord, la montée simultanée des tensions politiques préélectorales dans les trois pays au cours de l'année 2025, marquée par une dynamique de polarisation accrue en Guinée sous transition militaire, un climat de crispation autour du débat sur un éventuel quatrième mandat en Côte d'Ivoire, et des frustrations persistantes au Sénégal malgré sa relative stabilité institutionnelle. Ensuite, l'émergence de vulnérabilités transfrontalières communes et croissantes, telles que les trafics illicites de drogue et d'armes, l'orpaillage clandestin à grande échelle attirant des réseaux criminels, ainsi que des violences communautaires se propageant à travers des corridors frontaliers poreux. Par ailleurs, la nécessité impérieuse de comprendre et de cartographier la circulation régionale des risques sécuritaires et sociaux qui dépassent largement les frontières nationales, favorisent des dynamiques de contagion des instabilités. L'objectif stratégique est d'améliorer la pertinence des recommandations adressées aux décideurs publics en croisant les des données empiriques issues de trois contextes nationaux différenciés mais complémentaires, afin d'avoir une lecture d'ensemble plus robuste. Cette démarche s'inscrit pleinement dans l'ambition du programme RESDECS de nourrir les politiques publiques au niveau régional et national à partir de des données factuelles, vérifiées et analysées de manière comparative, en vue de promouvoir des interventions fondées sur des évidences solides.

## 3. Objectifs de l'étude

### 3.1. Objectif général

L'objectif général de cette étude est de produire une analyse régionale croisée, et multidimensionnelle des dynamiques sociopolitiques, sécuritaires et de gouvernance observées en 2025 au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Elle s'appuie sur l'ensemble des policy briefs produits dans le cadre du programme RESDECS, afin de dégager une compréhension globale des interactions entre ces différents domaines.

### 3.2. Objectifs spécifiques

Parmi les objectifs spécifiques, il s'agit de : Identifier avec précision les tendances communes et récurrentes observées dans les trois pays, notamment la politisation des identités ethniques et la hausse des trafics nationaux:

- Mettre en lumière les spécificités nationales qui modulent ces tendances, telles que la transition militaire en Guinée ou les défis liés à la Casamance au Sénégal ;
- Analyser en profondeur les liens causaux et réciproques entre gouvernance défaillante, érosion de la cohésion sociale et de gradation de la sécurité publique ;
- Repérer les enseignements transversaux et opérationnels en matière de prévention proactive des conflits, en identifiant les facteurs de résilience partagés ;
- Formuler des recommandations à la fois régionales notamment en matière de coopération transfrontalière et nationales, en particulier en termes de réformes institutionnelles fondées sur cette analyse comparée, adaptées aux contextes locaux tout en promouvant une synergie ouest-africaine.

## 4. Méthodologie

L'étude repose sur une approche méthodologique rigoureuse articulée autour de plusieurs étapes complémentaires. Elle comprend tout d'abord une analyse documentaire systématique de l'ensemble des notes de politiques produites dans les trois pays ciblés, constituant un corpus riche de données qualitatives. Elle s'appuie ensuite sur un codage thématique croisé et standardisé des indicateurs clés de risque (67 en Guinée, 60 au Sénégal, et environ 50 en Côte d'Ivoire), permettant une comparaison fine des signaux faibles et tendances lourdes. Par ailleurs, elle intègre l'extraction méthodique des tendances lourdes structurelles (phénomènes persistants) et des signaux faibles (incidents émergents) communs aux trois contextes via des à l'aide d'outils d'analyse de contenu. Enfin elle mobilise une triangulation robuste des données provenant des moniteurs de terrain des sources médiatiques diversifiées, des institutions administratives nationales et locales, ainsi que des organisations de la société civile et des communautés.

La méthodologie repose sur un dispositif de monitoring continu et de veille documentaire, conçu pour identifier, suivre et analyser les dynamiques politiques, sociales et sécuritaires qui sont susceptibles de constituer des signaux précoces de crise. Elle s'inscrit dans le cadre théorique de l'alerte précoce, entendu comme « l'ensemble des activités de collecte, d'analyse et d'interprétation de données factuelles visant à anticiper les risques et de renforcer la capacité de réponse des acteurs publics et de la société civile ». La collecte d'informations s'effectue principalement à partir de sources secondaires diversifiées : textes législatifs, rapports officiels et statistiques nationales, publications des organisations internationales et des ONG, analyses académiques, ainsi que médias

nationaux et internationaux (presse écrite, radio, télévision et médias en ligne). Au Sénégal, un réseau de moniteurs couvre des plusieurs régions clés (Dakar, Thiès, Diourbel, Saint-Louis, Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Kédougou), effectue des revues de presse, l'extraction de données quantitatives et qualitatives, et ainsi un que leur codage thématique.

Les données font l'objet d'un processus de vérification par des chercheurs et de consolidation par des experts afin de produire des analyses contextualisées et fiable. La couverture territoriale permet de saisir à la fois les dynamiques urbaines et rurales, allant des mobilisations politiques aux tensions foncières. Au cours de la période étudiée, 62 alertes ont été recensés et classés selon une échelle de niveaux (du vert à au rouge), facilitant ainsi une anticipation des risques et un accompagnement des décideurs. En Côte d'Ivoire, les informations recueillies par les moniteurs déployés dans différentes localités, ont permis d'établir un panorama détaillé des événements observés. Ces données ont été recueillies à la fois directement auprès des populations locales, et à partir des alertes et signalements transmis par les habitants communautés.

Ces données ont été complétées par le suivi des reportages et des informations diffusées par les médias locaux, puis vérifiées auprès des autorités locales et des forces de sécurité pour en assurer la fiabilité. Les incidents recensés sont analysés selon la localité, le type d'événement, les auteurs impliqués et les interventions des autorités, chaque cas recevant un niveau d'alerte correspondant à sa gravité et à sa portée. En Guinée, la méthode de veille et d'analyse reste inchangée, assurée par un réseau de quatre (04) moniteurs terrain déployés dans les quatre (04) régions naturelles du pays : Basse Guinée (Conakry), Haute Guinée (Kankan, Siguiri et Mandiana), Moyenne Guinée ou Fouta Djallon (Labé, Mamou,) et la Guinée Forestière (Nzérékoré, Lola et Beyla). Les données sont agrégées et analysées selon les 67 indicateurs du référentiel RESDECS pour identifier les risques les plus élevés dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et de la cohésion sociale, en mettant un accent particulier sur l'efficacité des réponses apportées par les autorités. Cette approche à la fois comparative, analytique et inductive, vise à dégager de manière empirique les convergences régionales telles que les tendances partagées, notamment les trafics, les divergences nationales liées aux spécificités contextuelles, ainsi que les risques partagés communs ainsi que les vulnérabilités transfrontalières. Elle permet d'identifier les dynamiques propres à chaque pays à l'instar des tensions ethniques en Guinée ou des frustrations territoriales au Sénégal), dans le but de déclairer l'action publique par des analyses opérationnelles. Elle contribue, par ailleurs, à l'élaboration d'une cartographie précise des tensions sociopolitiques et sécuritaires et permettant d'identifier les zones nécessitant une vigilance accrue.

Le développement analytique croisé de ce rapport est structuré en six parties thématiques transversales, chacune découlant des analyses croisées des notes de politiques et explorant consacrée à un axe commun aux trois pays. La première partie examine la gouvernance politique, les dynamiques de transition et les tensions préélectorales. La deuxième porte sur la cohésion sociale, les tensions communautaires et les dynamiques identitaires. La troisième analyse la sécurité transfrontalière, la criminalité organisée et les trafics illicites. La quatrième aborde les vulnérabilités structurelles liées aux inégalités régionales, aux défaillances des services publics et aux infrastructures critiques. La cinquième se concentre sur les dynamiques sociales impliquant la jeunesse, les violences basées sur le genre et les mouvements citoyens. Enfin, la sixième évalue les réponses institutionnelles, les initiatives positives et les mécanismes de résilience communautaire. Une conclusion générale propose des perspectives régionales à moyen terme et ainsi que des recommandations stratégiques concrètes, transversales et opérationnelles.

## I. Gouvernance politique, transitions et tensions préélectorales

La Guinée traverse depuis 2021 une transition militaire, marquée par une gouvernance contestée où la corruption et l'impunité dominent le paysage régional, avec des affaires emblématiques comme celle de Nzérékoré illustrant l'absence de justice et une crise de confiance profonde des citoyens envers les autorités. Les restrictions à l'espace civique se multiplient : arrestations arbitraires de journalistes, interdictions répétées de manifestations et coupures intempestives des médias, créant un climat de répression qui étouffe les voix dissidentes. La politisation exacerbée de l'ethnicité imprègne la compétition politique, dans un contexte électoral délétère prévu pour décembre 2025 et mai 2026, aggravé par l'invalidation controversée de 42 candidatures d'opposition. Ces dynamiques fragilisent la légitimité de la junte au pouvoir depuis 2021, transformant chaque décision en foyer potentiel de contestation populaire. En Côte d'Ivoire, le climat préélectoral de 2025 se crispe autour du quatrième mandat d'Alassane Ouattara, avec des arrestations ciblées d'opposants du Front Populaire Ivoirien (FPI) et du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), perçues comme des manœuvres pour neutraliser la dissidence. La diffusion massive de fausses informations électorales, via les réseaux sociaux et les médias partisans, amplifie les tensions, alimentant les rumeurs et les appels au boycott qui débouchent sur des blocages de routes et des affrontements localisés dans plusieurs localités. Malgré une forte discipline interne au Parti des Peuples Africains/Côte d'Ivoire (PPA-CI), la stabilité apparente masque une fragilité profonde, caractérisée par une défiance croissante et une polarisation ethnique et régionale ravivée par la mémoire des crises post-électorales passées. Ces points critiques soulignent un équilibre précaire, où la croissance économique ne compense pas les frustrations accumulées. Au Sénégal, la stabilité institutionnelle demeure un atout relatif en 2025, mais des tensions politiques diffuses émergentes des luttes internes aux partis politiques, des contestations locales et d'un sentiment persistant de marginalisation régionale, particulièrement dans les zones périphériques. Les perceptions d'inégalités politiques s'alimentent de critiques sur la gouvernance locale, tandis que les défis du processus de paix en Casamance persistent, avec des incidents sporadiques freinant les avancées. Bien que l'espace civique reste globalement ouvert, permettant des débats et des manifestations, les frustrations territoriales, accentuées par des remaniements ministériels et recompositions partisans, génèrent un malaise sous-jacent qui pourrait s'exacerber lors des échéances électorales futures. Le Sénégal illustre ainsi une résilience démocratique mise à l'épreuve par des vulnérabilités conjoncturelles. L'analyse croisée révèle des convergences régionales : les trois pays affrontent des tensions préélectorales qui politisent les clivages identitaires et érodent la confiance institutionnelle, avec une circulation des risques amplifiée par les réseaux sociaux et les frontières poreuses. La Guinée se distingue par une transition fragile et un espace civique très restreint, exposant un risque électoral très élevé ; la Côte d'Ivoire quant à elle, présente un risque élevé sous une modération apparente, avec gouvernance locale moyenne ; le Sénégal affiche un risque modéré dans un cadre ouvert, mais une gouvernance moyenne et/ou faible minée par les inégalités. Ces dynamiques convergent vers une fragilisation commune de la gouvernance, où les élections agissent comme des catalyseurs de crises potentielles. Les points critiques transversaux mettent en lumière l'absence de mécanismes inclusifs pour gérer les contestations : en Guinée, l'invalidation massive de candidatures et l'impunité symbolisent un verrouillage autoritaire ; en Côte d'Ivoire, les arrestations et la désinformation préfigurent une exclusion oppositionnelle ; au Sénégal, les frustrations casamançaises et régionales traduisent un centralisme persistant. Cette triangulation inductive souligne comment les vulnérabilités structurelles (corruption, ethniques) se conjuguent à des facteurs conjoncturels (calendriers électoraux non maîtrisés) pour menacer la cohésion démocratique régionale. Enfin, cette synthèse comparative appelle à une vigilance accrue : la Guinée risque l'escalade violente sans ouverture rapide, la Côte d'Ivoire une polarisation post-électorale, et le Sénégal une érosion progressive de sa stabilité emblématique. Des enseignements transversaux émergent pour une gouvernance résiliente, incluant le renforcement des

institutions électorales indépendantes et une transparence accrue sur les enquêtes sensibles, afin de prévenir la contagion régionale des tensions.

### Synthèse comparative

Éléments	Guinée	Côte d'Ivoire	Sénégal
<b>Transition politique</b>	Oui, fragile	Non, mais tensions préélectorales	Stabilité et frustrations
<b>Espace civique</b>	Très restreint	Modéré et restreint	Globalement ouvert
<b>Risque électoral</b>	Très élevé	Élevé	Modéré
<b>Gouvernance locale</b>	Très faible	Moyenne	Moyenne/faible

## II. Cohésion sociale, tensions communautaires et identités

La Guinée est le théâtre de tensions ethno politiques structurelles profondes, opposant les communautés dans des rivalités historiques exacerbées par la compétition politique et la transition militaire. Les conflits fonciers et affrontements intercommunautaires se multiplient à Siguiri et Lola, où les agriculteurs, les éleveurs et les exploitants miniers s'affrontent pour le contrôle des terres aurifères, générant des déplacements et une insécurité chronique. L'absence de mécanismes de médiation efficaces, marquée par l'inactivité des comités locaux de dialogue, laisse ces tensions s'intensifier, transformant des différends locaux en clivages nationaux politisés. Cette dynamique positionne la Guinée comme le pays où les identités sont les plus instrumentalisées, avec une dimension historique remontant aux indépendances et ravivée par les enjeux électoraux. En Côte d'Ivoire, les tensions communautaires restent localisées mais persistantes, concentrées dans des zones comme Lakota et Bagoué où des conflits inter-ethniques opposent autochtones et allogènes sur des questions de citoyenneté et d'accès aux ressources. Le sentiment de marginalisation sociale et territoriale alimente un ressentiment profond chez les populations du Nord et de l'Ouest, perçu comme exclus des retombées de la croissance économique côtière. Les discours haineux préélectorales, diffusés via les réseaux sociaux et les meetings partisans, ravivent les mémoires des crises de 2010-2011, créant un climat de suspicion généralisée qui menace la stabilité malgré les apparences d'unité nationale. Ces frictions symbolisent une fragilité latente, où des incidents isolés risquent de dégénérer en affrontements plus larges. Au Sénégal, les tensions communautaires s'articulent autour de conflits fonciers, pastoraux et traditionnels, avec une intensité faible mais une récurrence élevée dans les régions sud comme Sédhiou et Kolda. Les pratiques coutumières, telles que le Kankourang (rite initiatique peul impliquant des mutilations rituelles), génèrent des heurts entre communautés urbaines et rurales, tandis que les tensions pastorales opposent éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires pour l'accès aux points d'eau et pâturages. Ces conflits, souvent ruraux, reflètent un malaise identitaire diffus lié à la modernisation inégale et à la marginalisation des zones périphériques, sans pour autant menacer l'unité nationale de manière aiguë. Cette synthèse croisée met en évidence des fragilités communes à la cohésion sociale dans les trois pays : l'instrumentalisation des identités lors des périodes préélectorales et la convergence des conflits fonciers vers les zones frontalières riches en ressources. La Guinée se distingue par des tensions structurelles et hautement politisées, avec un potentiel d'escalade nationale ; la Côte d'Ivoire par des épisodes ponctuels mais chargés symboliquement, nourris par un traumatisme post-crise ; le Sénégal par des frictions diffuses et persistantes, majoritairement rurales et gérées par des médiations informelles. Ces références révèlent une érosion progressive de la solidarité sociale, amplifiée par les inégalités territoriales. Les points critiques transversaux soulignent l'absence de politiques préventives : en Guinée, l'inertie des comités de médiation laisse les rivalités ethniques s'envenimer ; en Côte d'Ivoire, les discours haineux non

régulés perpétuent la suspicion ; au Sénégal, la récurrence des heurts pastoraux trahit un manque de régulation foncière moderne. Cette triangulation inductive expose comment les vulnérabilités historiques se conjuguent à des pressions conjoncturelles ? (élections, orpaillage) pour fragiliser les tissus sociaux, avec des risques de contagion transfrontalière via les migrations forcées. Enfin, cette analyse comparative invite à des enseignements régionaux comme la nécessité de mécanismes de médiation transnationaux et d'éducation à la citoyenneté pour désamorcer les clivages identitaires. Sans interventions ciblées, ces tensions risquent de saper la résilience communautaire, transformant des rivalités locales en menaces à la stabilité ouest-africaine.

### III. Sécurité transfrontalière, criminalité et trafics

Le Sénégal s'impose comme un corridor majeur de trafics transnationaux, avec des saisies record illustrant la porosité de ses frontières sud-est (272 kg de cocaïne interceptés à Kalifourou, près de Kolda, et des cargaisons massives de chanvre indien à Thiès et Mbour), transitant vers l'Europe via les routes atlantiques. Le trafic de mercure, indispensable à l'orpaillage clandestin, alimente une économie souterraine destructrice dans les zones de Kédougou et Saraya, où les réseaux exploitent les failles frontalières avec le Mali et la Guinée. Parallèlement, des réseaux de traite sexuelle prospèrent dans les camps miniers, composés principalement des jeunes femmes migrantes, transformant ces régions périphériques en hubs de criminalité organisée qui menacent la stabilité régionale. En Guinée, l'orpaillage clandestin domine le paysage sécuritaire, avec des sites massifs à Siguiri (Kintinian) générant des violences extrêmes (braquages armés, assassinats ciblés et une insécurité urbaine galopante à Nzérékoré), où les affrontements entre les orpailleurs, les autorités et les communautés locales font des dizaines de morts. La circulation d'armes artisanales et illicites, provenant du Sahel ou des conflits voisins, armement ces réseaux, favorisant une criminalité violente qui s'étend des zones rurales aux capitales régionales. Cette dynamique, exacerbée par la transition militaire, positionne la Guinée comme un épice de trafics miniers transfrontaliers, avec des ramifications vers le Sénégal et le Liberia. En Côte d'Ivoire, la criminalité urbaine et les trafics de stupéfiants marquent l'année 2025, particulièrement à Guiglo où cannabis, héroïne et médicaments contrôlés transitent via les corridors ouest-africains, alimentant une économie parallèle dans les quartiers défavorisés. Les vols à main armée se multiplient à Gagnoa et Abidjan, générant un sentiment d'insécurité élevé chez les populations urbaines, amplifié par le chômage juvénile et la proximité des zones forestières poreuses. Malgré des efforts policiers, ces phénomènes reflètent une urbanisation rapide mal contrôlée, où les trafics s'entremêlent à des réseaux locaux de racket et d'extorsion. L'analyse comparative croisée des données issues des incidents remontés par les moniteurs révèle des risques interconnectés. Les trafics de drogue atteignent des niveaux très élevés au Sénégal, élevés en Guinée et Côte d'Ivoire, tandis que l'orpaillage clandestin culmine en Guinée (très élevé), reste élevé au Sénégal et moyen en Côte d'Ivoire. Les flux transfrontaliers sont très élevés au Sénégal et en Guinée, élevés en Côte d'Ivoire, soulignent une circulation régionale des menaces, exploitant les frontières communes du bassin du Fleuve Mano et du Sahel. La criminalité urbaine est moyenne au Sénégal, élevée en Guinée et très élevée en Côte d'Ivoire, illustre une variation progressive du phénomène, avec des convergences autour des ressources minières et des routes migratoires. Ces vulnérabilités transversales s'expliquent par des facteurs communs comme la faiblesse des contrôles frontaliers, l'appauvrissement rural poussant vers l'économie illicite, et une coordination régionale insuffisante face aux cartels transnationaux. En Guinée, l'orpaillage armé alimente les trafics sénégalais de mercure ; au Sénégal, les saisies de cocaïne impactent les réseaux ivoiriens ; en Côte d'Ivoire, l'insécurité urbaine draine des flux guinéens. Cette triangulation expose un continuum sécuritaire où les réponses nationales isolées échouent à briser les chaînes logistiques régionales. Enfin, cette synthèse inductive appelle à des actions concertées pour une harmonisation des patrouilles frontalières entre le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire et la régulation stricte de l'orpaillage et la traçabilité des minerais. Sans une coopération accrue, ces

menaces transnationales risquent d'éroder davantage la cohésion sociale et de catalyser des crises sécuritaires majeures en 2026.

### Analyse comparative

Risques	Sénégal	Guinée	Côte d'Ivoire
Drogues	Très élevé	Élevé	Élevé
Orpaillage clandestin	Élevé	Très élevé	Moyen
Trafic transfrontalier	Très élevé	Très élevé	Élevé
Criminalité urbaine	Moyenne	Élevée	Très élevée

## IV. Vulnérabilités structurelles : infrastructures, inégalités régionales et services publics

Le Sénégal cumule, depuis des années, des inégalités territoriales criantes, particulièrement dans sa frange orientale enclavée, où les routes impraticables reliant Kédougou, Saraya et le corridor Bambou-Sabodala isolent les populations des centres économiques, aggravant la pauvreté et l'insécurité alimentaire. La mortalité élevée liée à l'absence d'ambulances et d'équipements médicaux de base comme lors d'accouchements ou d'urgences routières expose les populations rurales à des vulnérabilités sanitaires des zones rurales, tandis que les controverses sur la gestion opaque de l'aide aux sinistrés à Bakel, post-inondations, alimentent un sentiment de négligence étatique et de clientélisme. Ces déséquilibres structurels, hérités d'un centralisme dakarais persistant, freinent le développement inclusif et amplifient les tensions sécuritaires liées aux trafics frontaliers. En Guinée, une crise profonde du service public avec des grèves répétées dans l'éducation paralysent le système scolaire et privent des générations entières d'accès à l'éducation de base, particulièrement en Haute-Guinée et en Forêt. Le déficit sanitaire critique à Kérouané et dans les zones rurales se traduit par des épidémies non maîtrisées, un manque criant de médicaments et de personnel qualifié, culminant dans des morts évitables qui érodent la légitimité du régime de transition. Les infrastructures routières défaillantes, dégradées par les pluies et l'abandon d'entretien, isolent les régions productrices d'orpaillage, favorisant ainsi l'économie illicite et un effondrement social généralisé marqué par la défiance de la population envers l'État. En Côte d'Ivoire, les vulnérabilités structurelles se manifestent par des accidents d'infrastructures vieillissantes et des risques industriels, comme l'explosion à CARENA à Abidjan qui a causé des dizaines de victimes et révélé des failles dans la maintenance des sites pétrochimiques urbains. Les accidents de route mortels à Daloa, sur des axes surchargés et mal entretenus, soulignent un déficit d'investissements dans les transports malgré la croissance économique, tandis que les zones périphériques rurales souffrent d'un accès limité à l'eau, à l'électricité et aux écoles. Ces fragilités technologiques et urbaines contrastent avec les avancées côtières, creusant un fossé qui alimente les frustrations sociales et les migrations internes. Le croisement analytique des données issues des indicateurs et des incidents remontés par les moniteurs révèle des vulnérabilités convergentes. Les trois pays partagent un effondrement infrastructurel qui exacerbe les inégalités régionales, avec une circulation des effets négatifs via les corridors transfrontaliers communs. La Guinée émerge comme le cas le plus alarmant, avec des services publics les plus fragilisés et un risque d'implosion sociale ; le Sénégal souffre d'un déséquilibre territorial profond, où l'enclavement oriental agit comme un multiplicateur de risques sécuritaires ; la Côte d'Ivoire affiche une fragilité technologique et urbaine, où les accidents industriels et routiers symbolisent un développement inégalitaire. Ces références indiquent une crise structurelle ouest-africaine

commune, amplifiée par le changement climatique et la mauvaise gouvernance. Ces dynamiques transversales s'entrelacent. L'absence d'infrastructures en Guinée et au Sénégal favorise les trafics (orpaillage, drogue), tandis que les risques ivoiriens urbains drainent des migrations internes qui saturent les services déjà tendus. L'analyse inductive met en lumière l'absence de plans nationaux intégrés, où les réponses ponctuelles comme des distributions d'aide masquent un manque de vision décennale, laissant les populations périphériques en marge du progrès économique régional. Enfin, cette synthèse comparative prescrit des priorités régionales, il s'agit principalement d'un plan d'urgence pour le désenclavement routier transfrontalier (Sénégal oriental-Guinée forestière-Côte d'Ivoire ouest), la réhabilitation massive des écoles et postes de santé, et une gouvernance décentralisée des aides pour restaurer la confiance. Sans ces mesures, ces vulnérabilités structurelles risquent de catalyser des crises humanitaires et des sécuritaires interconnectées.

## V. Jeunesse, violences sociales, violences basées sur le genre (VBG) et mobilisations citoyennes

En Guinée, la jeunesse émerge comme un vecteur d'instabilité majeure au sein de la transition militaire, avec une explosion des protestations violentes contre la junte, des actes d'auto-défense dans les zones d'orpaillage et un cyber activisme virulent sur les réseaux sociaux dénonçant la corruption et les restrictions civiles. Les violences basées sur le genre (VBG) atteignent une prévalence alarmante, dominée par les viols et agressions sexuelles dans les camps miniers de Siguiri et Nzérékoré, tandis que les suicides et les violences conjugales explosent chez les jeunes femmes confrontées à la précarité économique. Le sous-emploi massif, touchant plus de 70% des 15-24 ans, alimente une migration irrégulière vers l'Europe via des réseaux de passeurs transfrontaliers, transformant la jeunesse en force subversive ou résiliente selon l'absence d'offres politiques inclusives. En Côte d'Ivoire, les mobilisations citoyennes juvéniles s'intensifient dans le contexte préélectoral, avec des manifestations contre le quatrième mandat, des cyber-campagnes de désinformation et des groupes d'auto-défense urbaine à Abidjan et Gagnoa face à l'insécurité croissante. Les VBG persistent à haut niveau, incluant des violences conjugales et des agressions liées au chômage urbain, tandis que le trafic de stupéfiants recrute parmi les jeunes désœuvrés, favorisant les suicides et l'émigration clandestine vers les routes méditerranéennes. Malgré une politique nationale de la jeunesse (PNJ 2021-2025), le fossé entre la croissance économique côtière et la marginalisation intérieure positionne les 18-35 ans comme acteurs ambivalents, capables de déstabiliser les échéances électorales par leur activisme radical. Au Sénégal, les tensions juvéniles se cristallisent autour des inégalités territoriales, avec des protestations locales en Casamance et à Kolda contre la gouvernance, un cyber activisme dénonçant les trafics et des violences sporadiques liées aux rites traditionnels comme le Kankourang. Les VBG marquent les zones rurales par un taux élevé d'excision (estimé à 38,5% à Kolda), complété par les viols, les suicides juvéniles et les agressions pastorales, exacerbés par le sous-emploi rural et les migrations vers Dakar ou l'étranger via les pirogues atlantiques. La jeunesse sénégalaise, démographiquement dominante, oscille entre l'engagement citoyen (médiations communautaires) et le risque d'instabilité, dépendant d'une offre socio-économique défailante dans les périphéries enclavées. Une analyse croisée transversale révèle des dynamiques convergentes : l'explosion du rôle des jeunes – protestations, cyberactivisme, auto-défense – comme réponse commune à la crise de gouvernance, avec une prévalence élevée des VBG (viol en Guinée, excision au Sénégal) et un sous-emploi massif favorisant migrations et trafics dans les trois pays. La Guinée affiche l'instabilité la plus aiguë, avec une jeunesse radicalisée par la transition ; la Côte d'Ivoire une mobilisation urbaine préélectorale ; le Sénégal des tensions rurales diffuses. Ces modèles interconnectés, amplifiés par les réseaux sociaux transnationaux, positionnent la jeunesse comme un pivot régional de stabilité ou de déstabilisation. Les vulnérabilités sociales s'articulent autour d'un triangle infernal : le sous-emploi, les VBG et les suicides ; les mobilisations violentes ou les migrations, avec des flux humains reliant

Kolda aux mines guinéennes et aux bidonvilles ivoiriens. Cette triangulation inductive expose l'absence de politiques inclusives, de programmes d'insertion défailants, de sensibilisation aux VBG sporadique, et la répression des cybers activismes plutôt que le dialogue. La jeunesse, acteur central, amplifie les risques sécuritaires transfrontaliers quand l'offre politique et socio-économique reste inadaptée aux enjeux actuels. Enfin, cette synthèse comparative prescrit des réponses urgentes comme les programmes régionaux d'insertion de la jeunesse ciblés sur l'orpaillage et l'urbanisation, les campagnes anti-VBG transfrontalières (excision, viol), et l'inclusion des jeunes âgés de 18-35 ans dans les médiations électorales. Sans ces mesures, la jeunesse ouest-africaine risque de catalyser une instabilité contagieuse, inversant son potentiel démographique en menace structurelle pour la cohésion sociale.

## VI. Réponses institutionnelles et initiatives positives

Les forces de police et douanes des trois pays ont démontré une efficacité notable dans la lutte contre les trafics transnationaux, avec des saisies massives de drogue au Sénégal (272 kg de cocaïne à Kalifourou), des opérations contre l'orpaillage armé en Guinée et des interceptions de stupéfiants en Côte d'Ivoire à Guiglo. Ces actions réactives ont permis de démanteler des réseaux ponctuels, restaurant temporairement la confiance dans les institutions sécuritaires et limitant l'escalade des violences associées. Cependant, leur impact reste localisé, dépendant d'opérations d'élite plutôt que d'une stratégie frontalière intégrée. Des initiatives socio-sanitaires locales émergent comme des points lumineux, incluant des hôpitaux de campagne déployés en Guinée forestière, des projets d'électrification solaire dans les zones enclavées sénégalaises de Kédougou et des forages d'eau en Côte d'Ivoire rurale à Daloa. Au Sénégal, les programmes communautaires de paix en Casamance, via des dialogues intercommunautaires, ont apaisé des tensions foncières persistantes, tandis que des formations sur les violences basées sur le genre (VBG), l'état civil et la participation citoyenne se déploient dans les trois pays, sensibilisant milliers de jeunes et femmes. Ces efforts, souvent portés par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et autorités locales, illustrent une résilience de base face aux vulnérabilités structurelles. La société civile joue un rôle pivot dans les médiations locales ; en Guinée, des comités ad hoc à Siguiri ont désamorcé des conflits miniers ; en Côte d'Ivoire, des plateformes interconfessionnelles à Lakota ont canalisé les discours haineux préélectoraux ; au Sénégal, des leaders traditionnels à Kolda ont géré les heurts pastoraux autour du Kankourang. Ces initiatives bottom-up compensent les failles étatiques, favorisant une cohésion sociale fragile mais réelle dans des contextes de crise politique et sécuritaire. Malgré ces avancées, les réponses institutionnelles demeurent essentiellement réactives, intervenant post-incident plutôt que via une anticipation systématique des signaux faibles identifiés par le RESDECS. Au Sénégal, les saisies douanières brillent mais ne s'appuient pas sur une réforme frontalière préventive ; en Guinée, les opérations anti-orpaillage sont suivies de relâchements rapides ; en Côte d'Ivoire, les patrouilles urbaines à Abidjan répriment sans traiter les racines du chômage juvénile. Cette posture curative expose les limites d'une sécurité palliative des acteurs institutionnels face aux menaces transfrontalières persistantes. La faible coordination institutionnelle entrave l'efficacité, l'absence de mécanismes conjoints des trois pays (Sénégal, Guinée et Côte d'Ivoire) pour les trafics, silos entre ministères nationaux et manque de partage de données entre police, santé et collectivités locales. Le déficit de transparence et de reddition de comptes aggrave la méfiance : opacité dans la gestion des aides à Bakel (Sénégal) ou Nzérékoré (Guinée), absence d'audits publics sur les fonds anti-VBG, érodant la légitimité des initiatives positives malgré leur impact tangible.

Enfin, l'absence criante de politiques préventives structurées – plans décennaux d'insertion jeunesse, régulation foncière numérique, éducation civique obligatoire – condamne ces efforts isolés à l'éphémère. Une synthèse croisée appelle à institutionnaliser ces îlots de résilience via à travers une gouvernance régionale proactive, transformant les réponses tactiques en stratégies durables pour une stabilité ouest-africaine inclusive.

## VII. Perspectives et recommandations

### 1. Perspectives stratégiques et synthèse des dynamiques régionales

L'analyse croisée des notes de politiques du RESDECS révèle une sous-région ouest-africaine profondément marquée par des tensions politiques préélectorales généralisées, les plus aiguës en Guinée avec sa transition militaire fragile et en Côte d'Ivoire autour du quatrième mandat, tandis que le Sénégal maintient une stabilité relative mais minée par des frustrations diffuses. Une montée inexorable des risques transfrontaliers comme les trafics de drogue, l'orpaillage clandestin, la criminalité urbaine traverse les trois pays, interconnectant Kolda au sénégalais, Siguirri en Guinée et Guiglo ivoirien dans un continuum de menaces organisées qui exploitent les frontières poreuses. Une crise profonde de confiance envers les institutions s'entrelace à des inégalités territoriales structurelles allant de l'enclavement oriental sénégalais, en passant par l'effondrement des services guinéens à la fragilisation de la cohésion sociale corroboré à l'amplifiant des vulnérabilités sécuritaires en Côte d'Ivoire. La jeunesse émerge comme acteur ambivalent central. La force du cyber activisme et la protestation de la jeunesse en Guinée et en Côte d'Ivoire sont des vecteurs de tensions rurales au Sénégal. Cette jeunesse est exposée à un sous-emploi massif, à des VBG endémiques (viol, excision et les violences conjugales) et à des migrations irrégulières. Ces fléaux peuvent l'a transformé soit à une poudrière potentielle, soit en un levier de résilience selon l'offre socio-économique proposée. Toutefois, des îlots positifs tempèrent ces fragilités, ce qui pourrait déboucher sur des actions policières efficaces contre les trafics, des initiatives socio-sanitaires locales (forages, électrification), des médiations communautaires en Casamance et des formations contre les VBG, démontrant une capacité à prévenir l'escalade dans plusieurs cas critiques. La consolidation des systèmes d'alerte précoce transfrontaliers, comme le RESDECS, s'impose comme une priorité pour anticiper les signaux faibles circulant entre le Sénégal, la Guinée et la Côte d'Ivoire, par le biais d'un partage de données en temps réel au niveau de la CEDEAO. Une coopération sécuritaire renforcée (patrouille conjointes contre les trafics transfrontaliers et l'orpaillage) est essentielle pour briser les chaînes logistiques régionales, tandis qu'un investissement massif dans la gouvernance locale, la transparence et l'accès équitable aux services publics atténuera les inégalités structurelles. La formalisation des mécanismes communautaires de médiation, alliée à l'intégration systématique des jeunes et femmes dans les processus décisionnels, transformera ces acteurs ambivalents en piliers de stabilité durable.

### 2. Recommandations transversales

#### Gouvernance et démocratie

- Renforcer les institutions électorales indépendantes par des audits internationaux et une formation accrue des agents, pour restaurer la crédibilité face aux contestations comme les invalidations des candidatures guinéennes.
- Assurer une transparence totale sur les enquêtes sensibles à Nzérékoré en Guinée, à Bakel au Sénégal et à Abidjan en Côte d'Ivoire via des rapports publics trimestriels.
- Rendre obligatoire la reddition annuelle des comptes dans toutes les collectivités, avec des sanctions dissuasives pour la corruption, afin de reconstruire la confiance citoyenne.

### Cohésion sociale

- Créer des comités communaux de médiation permanente dans toutes les zones à risque (Siguiri, Lakota, Kolda), dotés de budgets autonomes et formés à la gestion des conflits fonciers.
- Déployer des programmes nationaux d'éducation civique et numérique, ciblant 1 million de jeunes par pays, pour contrer les discours haineux et le cyber activisme violent sur les réseaux sociaux.

### Sécurité et trafics transfrontaliers

- Harmoniser les dispositifs transfrontaliers Sénégal-Guinée-Côte d'Ivoire via un pacte régional CEDEAO, incluant les bases de données partagées sur les réseaux criminels ;
- Former et équiper prioritairement les brigades rurales et les postes frontaliers (Kédougou, Lola, Bagoué) en logistiques sophistiqués de dernière génération (drones, véhicules etc.) ;
- Réguler l'orpaillage traditionnel par la traçabilité numérique des minerais et interdire définitivement le mercure importé, avec des sanctions extraterritoriales.

### Services publics et inégalités

- Lancer un plan décennal de désenclavement routier conjoint pour le Sénégal oriental, la Guinée forestière et l'ouest ivoirien, financé par l'Union Européenne et la Banque mondiale, visant 2000 km bitumés.
- Réhabiliter des écoles et des postes de santé par pays, priorisant les zones enclavées, avec un suivi participatif des communautés.

### Jeunesse et VBG

- Mettre en œuvre des programmes ciblés anti-VBG tels que l'excision à Kolda, le viol en Guinée, les violences conjugales en Côte d'Ivoire via des campagnes mobiles touchant 500 000 bénéficiaires dans les trois pays ciblés.
- Accélérer l'enregistrement biométrique à l'état civil dans les périphéries (Sénégal/Kolda), couplé à des bourses d'insertion pour 100 000 jeunes, afin de canaliser leur énergie vers le développement.

## Conclusion générale

Cette synthèse régionale croisée des dynamiques politiques, sociales et sécuritaires au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire révèle un paysage ouest-africain marqué par des vulnérabilités interconnectées dans lesquelles des tensions préélectorales, des trafics transfrontaliers et des inégalités territoriales érodent la cohésion sociale et la gouvernance démocratique. Malgré des spécificités nationales, la fragilité de la transition en Guinée, la polarisation masquée en Côte d'Ivoire, la stabilité relative mais périphérique au Sénégal, il y a des tendances convergentes comme la politisation des identités, l'ambivalence juvénile et l'effondrement infrastructurel qui appellent à une vigilance accrue face aux risques de prolongement en 2026. Au-delà de ces défis structurels, des signaux de résilience émergent, portés par des initiatives locales et institutionnelles tels que les saisies douanières efficaces contre les trafics transfrontaliers, les médiations communautaires en Casamance ou à Siguiri, et les programmes socio-sanitaires sporadiques qui démontrent une capacité collective à atténuer les escalades. Ces points positifs soulignent

le potentiel d'une gouvernance inclusive, où la société civile et les autorités locales compensent les failles nationales, invitant à leur institutionnalisation pour bâtir une stabilité durable. Enfin, cette analyse comparative, ancrée dans le cadre du RESDECS, prescrit une action régionale proactive. Il s'agira de renforcer les alertes précoces transfrontalières, d'investir dans l'inclusion des jeunes et des femmes à travers des politiques de lutte contre les VBG et d'insertion professionnelle, et de lancer un plan décennal de désenclavement infrastructurel en Afrique de l'ouest particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Une synergie d'actions de l'UA et de la CEDEAO, combinée à des coopérations sécuritaires et des réformes démocratiques, est impérative pour transformer ces vulnérabilités en opportunités de développement partagé tout en préservant la paix ouest-africaine.



## A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi  
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49  
info@goreeinstitut.org  
www.goreeinstitut.org

[www.facebook.com/goreeinstitute](https://www.facebook.com/goreeinstitute)  
[www.twitter.com/goreeinstitute](https://www.twitter.com/goreeinstitute)  
[www.instagram.com/goreeinstitute](https://www.instagram.com/goreeinstitute)